



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 05/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **VALBOM**

U.V.E de CENON  
Rue Jean Cocteau  
33150 Cenon

Références : 26-176  
Code AIOT : 0005200678

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2026 dans l'établissement VALBOM implanté RUE JEAN COCTEAU 33150 Cenon. L'inspection a été annoncée le 24/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une inspection régionale coordonnée par l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALBOM
- RUE JEAN COCTEAU 33150 Cenon
- Code AIOT : 0005200678
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VALBOM exploite deux incinérateurs d'ordures ménagères sur les sites de Bègles et de Cenon. Le site de Cenon dispose de 2 lignes de traitement thermique de déchets non dangereux (capacité de 9,6 t/h) avec valorisation énergétique (réseau de chaleur et groupe turbo alternateur). Les activités du sites sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°14546/4 du 13 octobre 2006, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires (APC) du 29 avril 2010, 29 décembre 2010, 7 mai 2014, 18 mars 2015, 21 juin 2018, 31 août 2020 et du 18 mars 2022. Il est à noter que le four 1 était à l'arrêt le jour de l'inspection.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	produits chimiques		

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant entrepose et manipule les produits chimiques d'un manière qui limite les risques associés. Une amélioration est toutefois possible concernant les incompatibilités dans l'armoire du laboratoire d'analyse et dans la formalisation d'un état des stocks pour l'ensemble des produits entreposés.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Fiche de données de sécurité ( FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b>  Les produits chimiques essentiellement présents sur le site sont des réactifs pour le traitement des fumées et des produits d'entretien du parc de machines (huiles, décapants, ...). Les fiches de données de sécurité des produits chimiques entreposés et manipulés sur le site sont centralisées dans un outil informatique partagé avec l'ensemble des collaborateurs. Des fiches d'utilisation simplifiées à destination des opérateurs sont également éditées. L'inspection constate que ces fiches simplifiées sont affichées dans le local abritant la grande majorité des produits. Un opérateur "instrumentation" présent dans ce local au moment de l'inspection a été interrogé sur le sujet et sait trouver les fiches de données de sécurité complètes sur l'outil informatique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<b>Prescription contrôlée :</b>

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les fiches de données de sécurité parcourues par sondage n'ont pas permis d'identifier de mesure particulière à prendre pour les produits concernés. Des mesures générales sont toutefois prises par l'exploitant pour limiter les risques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• manipulation de produits autant que possible par des pompes plutôt que par des opérateurs ;</li> <li>• édition de fiches de prévention annexées aux autorisations de travaux de prestataires lorsque la co-activité présente un risque vis-à-vis de l'utilisation de produits chimiques ;</li> <li>• matières absorbantes en stock et à disposition sur le site en cas de déversement ;</li> <li>• isolement du réseau d'eau pluviale sur la zone de dépotage des réactifs de traitement des fumées lors des dépotages.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les entreposages de produits chimiques vus pendant l'inspection (local huiles, laboratoire d'analyse et bûche alimentaire de la chaudière) sont associés à des rétentions correctement dimensionnées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
<b>Constats :</b>  Dans le local huiles où est entreposée la plupart des produits chimiques, aucune incompatibilité n'est relevée par l'inspection. Le tableau des incompatibilités est affiché dans cette zone. Dans le laboratoire d'analyse, une armoire dans laquelle chaque étage constitue une rétention contient une diversité de produits chimiques en petits volumes (maximum 1 L) dont l'organisation ne semble pas répondre à une logique de compatibilités des produits entre eux.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de s'assurer sous 15 jours que le rangement de l'armoire de produits chimiques dans le laboratoire d'analyse ne génère pas d'incompatibilité et prend les mesures adéquates le cas échéant. Il justifie de la réalisation de ces opérations auprès de l'inspection des installations classées dans le même délai.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b>  Les réactifs de traitement des fumées, qui représentent en masse la plus grande partie des produits chimiques entreposés, font l'objet d'un suivi quotidien de l'état du stock (silos sur pesons). En revanche, les consommables de maintenance (essentiellement des huiles) ainsi que les produits du laboratoire d'analyse, ne sont pas suivis de manière formalisée. L'état des stocks est réalisé visuellement par les opérateurs qui manipulent les différents produits au quotidien et déclenchent le réapprovisionnement au besoin.  L'inspection constate la présence d'un fut de 200 L à l'état visuel très dégradé (forte corrosion). L'exploitant indique que ce produit n'est plus utilisé depuis plusieurs années sur le site.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre sous 15 jours un processus d'édition d'état des stocks proportionné au rythme de consommation des produits et d'en justifier à l'inspection des installations classées dans le même délai.</p> <p>Les produits non utilisés sont évacués pour limiter le risque à la source.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>